

PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE



POUR LA DEMOCRATIE
POUR LE SOCIALISME

NON

- AUX ELECTIONS TRUQUEES
- A LA CHARTE DE BOUMEDIENNE

QUE FAIRE LE JOUR DU VOTE ?

- POUR MARQUER NOTRE REFUS DES METHODES TOTALITAIRES ;
- POUR AFFIRMER NOTRE VOLONTE DE CHANGEMENT, IL FAUT REPONDRE PAR :

I'ABSTENTION

- SI DES MESURES D'INTIMIDATION OBLIGENT A PARTICIPER AU VOTE, A LORS IL FAUT VOTER : **NON**

- SI IL N'Y A PAS DE BULLETINS 'NON', Ecrire 'NON' SUR CEUX QUI SONT DISPONIBLES .
-

ALGERIENNE, ALGERIEN,

Boumédienne avait solennellement promis qu'une Assemblée nationale et un président de la République seraient élus avant le 19 juin 1976. Cette fois encore IL N'A PAS TENU PAROLE. Il en est réduit à chercher des échappatoires pour se soustraire au verdict populaire.

Bien qu'exerçant un pouvoir absolu depuis onze ans, il refuse de reconnaître sa responsabilité personnelle dans la situation catastrophique de notre pays. Recourant à la démagogie facile, il rejette la faute sur les « réactionnaires » et les « contre-révolutionnaires ».

Au mécontentement des masses algériennes, le pouvoir répond en organisant à grand renfort de publicité une vaste escroquerie électorale autour d'une « Charte Nationale » miraculeusement tombée du ciel pour faire oublier l'affaire du Sahara Occidental.

Pourquoi cette fuite en avant ? Pourquoi ces ridicules simulacres de « débats » dont personne n'est dupe ? La réponse est simple : BOUMEDIENNE ET SES ALLIES ONT PEUR.

OUI LE POUVOIR A PEUR, bien moins d'ailleurs de tel ou tel opposant, que de la soif de liberté et de démocratie d'un peuple qui en a plus qu'assez des méthodes totalitaires du régime : promesses démagogiques, chartes octroyées, intimidations, traduisant le profond mépris dans lequel sont tenues les masses populaires.

Les récentes prises de position hostiles au régime de personnalités ayant joué un rôle dans le mouvement nationaliste et au cours de la lutte de libération nationale sont en effet venues s'ajouter aux luttes des travailleurs contre leurs nouveaux exploiteurs du secteur d'Etat ou du secteur privé, à la résistance des fellahs menacés par la liquidation de l'agriculture, au mécontentement légitime des millions de jeunes et de chômeurs.

OUI LE POUVOIR A PEUR, car comment expliquer sinon la disproportion flagrante entre les prises de position d'hommes dont la presse aux ordres (nationale et étrangère) se plaît à dire qu'ils sont « dépassés » et la fantastique campagne de calomnies et d'insultes déclenchée contre eux.

OUI LE POUVOIR A PEUR, car ces hommes « coupés des réalités » ont exprimé précisément ce que tous les Algériens pensent du régime et de son caractère profondément anti-démocratique.

C'est pourquoi Boumédiène a beau faire feu de tout bois contre ceux, et ils sont nombreux, qui condamnent son régime, il ne répond ni à l'**INQUIETUDE DES MASSES** devant la menace de guerre (Sahara Occidental), la dégradation économique (pénuries, hausse des prix), l'aggravation des conditions d'existence (santé, logement, transport, insécurité), ni à l'**ASPIRATION** de toutes les couches de la population à un changement total et démocratique.

Face à ces inquiétudes et à ces aspirations Boumédiène a tenté à travers une aventure militaire de resserrer les rangs des privilégiés. Mais là encore, il a subi un échec. La large unanimité dans la condamnation du régime actuel et sur le plan extérieur son isolement diplomatique grandissant provoquent des remises en question à l'**INTERIEUR DU POUVOIR LUI-MEME**. Aussi faut-il comprendre l'opération « Charte Nationale » non comme une réponse au désir des masses de prendre la parole, mais comme une ultime manœuvre de Boumédiène pour mettre en place un instrument de règlement de comptes au niveau des classes dirigeantes.

En effet la lutte qui oppose les différentes fractions de l'alliance de classes au pouvoir est entrée ces derniers mois dans une phase aigüe.

Contesté par ses anciens alliés, de plus en plus isolé, Boumédiène a recherché de nouvelles alliances. Il a constitué autour de « la présidence » un super-gouvernement qui double et contrôle les différents ministères. Il a rassemblé autour de lui un certain nombre de représentants de la petite-bourgeoisie bureaucratique, notamment ses éléments pro-soviétiques, afin de constituer une force nouvelle au sein de l'alliance de classes au pouvoir. La Charte de la « Révolution agraire », celle de la « Gestion socialiste des entreprises », le conflit avec le Maroc et aujourd'hui la « Charte Nationale » sont autant de bases de cette restructuration.

La petite bourgeoisie bureaucratique a les dents longues. Après avoir pris pour cible la bourgeoisie privée et libérale (« bataille » de la commercialisation) et sous couvert de « radicalisation du processus révolutionnaire » elle vise aujourd'hui « les affairistes, les arrivistes, les bureaucrates médiocres et les agents incompétents » (Projet de « Charte Nationale ») qui constituent un obstacle à son ascension vers les postes de commande.

En clair, ce sont beaucoup de cadres du gouvernement, de l'administration, des sociétés nationales, de l'armée qui sont menacés dans leurs positions par cette vague petite-bourgeoise qui veut répéter avec Boumédiène, l'opération tentée avec Ben Bella et la « Charte d'Alger ». Boumédiène

espère par ce biais trouver des boucs émissaires et sauver sa position.

Les conflits du sommet se sont aggravés pour trois raisons :

— Le développement des luttes populaires qui s'exprime par des actions dans plusieurs domaines (entreprises, logements, lycées, universités, révolution agraire) et par la résistance à l'exploitation dont la conséquence est la baisse de la production et de la productivité. Le mécontentement éclate en critiques ouvertes et chaque fraction du pouvoir essaie de rejeter les responsabilités sur les autres : pour les bourgeois privés c'est à cause des bureaucrates que tout va mal, pour la bourgeoisie d'Etat, c'est la faute des privés, etc...

— La faillite de la politique économique du régime et en particulier celle des sociétés nationales reconnue implicitement par la loi des finances de 1976. Les unités implantées à prix d'or ne marchent pas. La production est faible, coûteuse et de mauvaise qualité. Beaucoup de projets sont remis en cause et les importations sont pratiquement suspendues. La politique pétrolière est la cible de la critique : on reproche à la SONATRACH son imprévoyance et son incapacité à maintenir en état l'appareil productif. Les gisements s'épuisent rapidement, les installations vieillissent, le matériel est hétéroclite et les coûts de production de plus en plus élevés. La politique d'exportation du gaz est pour sa part dans l'impasse. « Le modèle algérien de développement » est aujourd'hui sur la sellette.

— L'affaire du Sahara Occidental, qui a révélé l'impréparation de l'A.N.P. et son refus de s'engager dans une guerre, la politique aventuriste de Boumédiène et la dérobade qui s'en est suivie ont contribué à affaiblir sa position et ont encouragé ses adversaires à développer leurs critiques.

C'est dans cette accumulation de conflits et d'oppositions qu'il faut rechercher l'explication de la manœuvre actuelle de Boumédiène. Il s'agit de faire « voter » une charte qui permettrait de mettre en place un parti tout puissant dont l'objectif serait une vaste épuration au sein du pouvoir et le remplacement des titulaires des principaux postes-clés par les nouveaux alliés de Boumédiène.

En se faisant plébisciter par un scrutin truqué le pouvoir obtiendrait du même coup un quitus pour la politique menée depuis 1962. Quant aux élections à l'Assemblée nationale et à la présidence de la République, contrôlées par le parti, elles entérineraient le nouveau rapport de forces. Il ne semble pas que Boumédiène lui-même se remette en cause, même devant un scrutin truqué. Il ne serait pas candidat, mais il resterait

quand même le personnage numéro un en tant que secrétaire général du parti. Il serait en quelque sorte, et toute proportion gardée, le Brejnev de l'Algérie.

* * *

Mais l'issue de la crise actuelle risque d'être plus dramatique encore. Car de plus en plus isolés, de plus en plus attaqués, Boumédiène et son clan sont capables de tout pour garder le pouvoir. Ils n'ont pas hésité hier à risquer un affrontement sanglant avec nos voisins, ils n'hésitent pas aujourd'hui à livrer le pays au social-impérialisme russe pour se procurer une caution extérieure. Avant que notre pays ne soit entraîné dans d'autres aventures, il faut trouver une issue à la situation actuelle. Elle ne peut résider que dans l'ouverture d'un véritable débat politique sur les choix fondamentaux aussi bien au niveau économique, politique, social que culturel. Dans un tel débat chaque Algérien doit avoir la possibilité de s'exprimer librement. Mais pour que cela soit possible il faut que tout citoyen soit protégé face à l'Etat par la LOI.

C'est pour cette raison que le P.R.S. se prononce pour une **CHARTE DES LIBERTÉS** qui puisse garantir au moins :
— la liberté de pensée, d'opinion, d'expression et de presse, contre le monopole étatique de l'information, la démagogie, les manipulations et le mensonge ;
— la liberté de réunion, d'organisation, de constitution de partis politiques, de manifestations contre le monopole politique d'une minorité et la dépolitisation de la grande masse ;
— le respect des libertés individuelles contre l'arbitraire et la répression.

On nous expliquera que ces libertés sont des libertés bourgeois, que les réclamer, c'est être bourgeois et réactionnaire. Nous en courrons le risque. Face à ceux qui prétendent que le régime totalitaire de Boumédiène a dépassé « les formes connues de la démocratie bourgeoise » notre parti est prêt à se battre pour imposer un fonctionnement et des rapports démocratiques dans notre pays.

Aux bourgeois et petits bourgeois repus qui, pour des raisons inavouées, opposent socialisme et démocratie, nous précisons que pour nous le socialisme n'est pas la « nationalisation » ou le centralisme étatique. **LE SOCIALISME C'EST LA REPARTITION ÉQUITABLE NON SEULEMENT DES RICHESSES MAIS AUSSI DES RESPONSABILITÉS. C'EST LE POUVOIR EXERCÉ PAR LE GRAND NOMBRE. C'EST POUR CELA QUE LE SOCIALISME C'EST AUSSI LA PLUS GRANDE**

DEMOCRATIE.

La politique du pouvoir actuel, de Boumédiène et ses amis, consiste précisément à DISCREDITER LE SOCIALISME pour mieux ouvrir la voie à l'impérialisme et à la bourgeoisie. Le P.R.S. dénonce la manœuvre du pouvoir qui cherche à présenter le vote sur la « Charte nationale » comme un vote pour ou contre le socialisme. C'est là une mystification de plus. La société socialiste ne peut être le résultat des discours démagogiques de la petite-bourgeoisie. Elle ne peut s'édifier ni par la ruine de l'économie ni par la terreur. Elle ne peut se construire à l'insu des masses ou contre leur volonté. Elle ne peut être enfantée que par la lutte, l'effort, l'initiative des larges masses, au premier rang desquelles se trouve le PROLETARIAT ALGERIEN, dont le ROLE DIRIGEANT est explicitement remis en cause par les rédacteurs petits-bourgeois de la « Charte nationale ».

Le P.R.S. mène depuis près de 14 ans un travail d'agitation et de propagande politique au service des exploités et des opprimés. Son objectif immédiat est la construction d'un mouvement révolutionnaire des classes exploitées autonome par rapport à la petite-bourgeoisie et à la bourgeoisie. A cet effet il a œuvré à renforcer l'unité des masses populaires en montrant que les divisions entre paysans et ouvriers, entre travailleurs et chômeurs, entre manuels et intellectuels, entre régions... étaient liées à la nature bourgeoise et capitaliste de l'Etat algérien. Le but de notre mouvement c'est l'avènement d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation et de l'oppression.

Pour engager notre pays dans ce processus, il faut avancer avec force et détermination sans se laisser enfermer dans des schémas abstraits et stériles. Le changement est à ce prix. Il faut lancer sans perdre un instant un large mouvement sur la base d'un PROGRAMME MINIMUM TRANSITOIRE ouvrant des perspectives concrètes de lutte et fixant des objectifs immédiats radicalement différents de ceux du pouvoir.

Autour des militants socialistes, des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, des ouvriers émigrés, des paysans pauvres le P.R.S. appelle à une mobilisation large des jeunes chômeurs, des étudiants, des lycéens, des petits paysans, des soldats et fonctionnaires proches du peuple, des petits commerçants, des artisans, des instituteurs, des professeurs, des membres des professions libérales soucieux de l'intérêt collectif, en un mot de tous les démocrates et patriotes qui s'inquiètent de l'avenir du pays pour jeter les bases du combat pour une société meilleure.

Au nombre des grands principes du programme minimum transitoire que nous proposons à la discussion, citons :

● La défense de l'indépendance nationale et la préservation du patrimoine de notre pays que la politique suivie depuis 1962 a largement hypothéqué aux puissances impérialistes et social-impérialistes.

● L'instauration d'un pouvoir démocratique issu des larges masses aussi bien au niveau central, régional que local, sous la forme d'assemblées librement élues, sur la base de candidatures libres et avec une campagne électorale libre.

Dans l'immédiat élection d'une assemblée nationale constituante qui rédigera la constitution, les lois, ratifiera les traités ou accords internationaux à l'issue de débats publics largement diffusés. A tous les niveaux établir le droit de révocation des représentants élus qui seront ainsi responsables devant leurs électeurs.

● L'élimination des carcans bureaucratiques et la libération des initiatives des masses dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale.

● La protection des droits et des intérêts des travailleurs par la reconnaissance sans limite de la liberté et de l'autonomie syndicale, du droit de grève, de la sécurité de l'emploi et du droit à des salaires suffisants et à une augmentation régulière du niveau de vie.

● La reconnaissance des droits au travail, au logement, à la santé, à l'éducation et la mise en place IMMEDIATE d'une politique et de moyens permettant de lutter efficacement contre le chômage, de subvenir aux besoins de ceux qui n'ont pas encore d'emplois, de mener des actions pour transformer radicalement les conditions de logement, de transport, de santé et d'hygiène.

● La création d'institutions protégeant le citoyen contre l'Etat. En particulier : libération de tous les prisonniers politiques, y compris Ben Bella ; abrogation de tous les décrets répressifs. Amnistie générale et cessation de toutes les poursuites policières pour raisons politiques ; interdiction d'arrêter sans mandat et d'emprisonner sans jugement ; suppression des tribunaux d'exception, de la police politique, de la sécurité militaire et des nombreuses polices parallèles responsables d'innombrables crimes contre le peuple ; destruction des archives et fichiers de ces polices.

● Etablissement d'un système judiciaire autonome par rapport au pouvoir et dont les magistrats devront être élus.

● Institution d'un contrôle populaire sur les fonctionnaires de l'Etat qui seraient responsables de leurs actes de-

vant des instances élues démocratiquement et pas seulement devant leurs supérieurs. Etablissement entre autres d'une Cour des Comptes de la nation.

● Interdiction du cumul des responsabilités politiques avec des activités lucratives, commerciales, industrielles, agricoles ou militaires.

● Suppression de l'intervention étatique dans les affaires du culte et de la manipulation de la religion à des fins politiques. Garantie de la non-intervention de la religion dans les affaires de l'Etat.

● Suppression de l'exploitation du travail gratuit. Tout travail doit être rémunéré à sa juste valeur et à ce titre le service national actuel doit être supprimé. Il devrait être remplacé par une formation militaire réelle d'une durée maximale d'un an en vue de constituer une armée et une gendarmerie composées dans leur grande majorité de conscrits.

● Lutte par l'éducation et la prise en charge populaire contre l'insécurité, le banditisme et la dégradation des mœurs.

● Garantie du droit au retour pour les émigrés qui le désirent. Mise en place d'une politique sérieuse qui permette leur reclassement dans l'économie nationale en leur garantissant logements et emplois.

● Suppression du contrôle monopoliste sur l'industrie et les finances exercé par l'impérialisme et les sociétés nationales. Elimination des appareils parasites improductifs qui sous couvert de gestion paralysent l'économie nationale et aggravent l'exploitation du travailleur. Garantie de reclassement pour tous les cadres honnêtes qui le désirent car ce programme n'est pas dirigé contre des individus mais contre un type de fonctionnement.

● Suppression des monopoles d'Etat sur le commerce intérieur, générateurs de pénuries, de spéculation et de hausse des prix. Développer le marché intérieur en facilitant les échanges, en garantissant la liberté de commercialisation, en instaurant la liberté de circulation des produits et des personnes, en libérant les initiatives des petits transporteurs, en protégeant les détaillants contre les grossistes et l'Etat.

● Réorientation du commerce extérieur en fonction des besoins du pays et des populations.

● Redonner vie à l'agriculture algérienne base de la subsistance des masses populaires. Débarrasser l'autogestion de l'encadrement bureaucratique qui l'étouffe. Revaloriser la paysannerie en lui garantissant la libre disposition du fruit de son travail et un revenu décent par la fixation des prix agricoles à la production à un niveau satisfaisant.

● Abolition des impôts qui pèsent sur le peuple. Adoption d'un système unifié et progressif d'impôts sur le revenu dont l'objectif est de réduire les inégalités sociales et d'élever le niveau de vie des masses populaires.

● Garantie de la petite propriété privée familiale fruit du travail et de l'épargne, menacée aujourd'hui par les appétits démesurés des bureaucrates.

* * *

Tous les Algériens qui sont d'accord avec ces grandes orientations doivent se mobiliser tout de suite. Le changement est possible, il dépend de nous et de notre capacité à agir vite.

Le pouvoir est plus faible que jamais. S'il tient encore, c'est parce que la force extraordinaire du peuple est encore paralysée par la passivité et l'isolement.

Il faut en finir. Le peuple algérien a montré, en bien des occasions, sa capacité à surmonter les obstacles les plus difficiles, à redresser les situations les plus catastrophiques. Aujourd'hui encore, le sauvetage de l'Algérie exige de lui des initiatives, des actions.

Il faut, dans l'immédiat :

● POUR VAINCRE L'ISOLEMENT : parler avec les gens qu'on connaît, briser la méfiance, engager des discussions sur les problèmes concrets, rechercher des solutions, faire des propositions, se regrouper dans le cadre de l'entreprise, du chantier, du quartier, du village, du douar, de la famille.

● POUR CREER UN LARGE COURANT POLITIQUE : se manifester par des tracts, des inscriptions sur les murs, sur les routes, par des prises de position publiques pour gagner les hésitants et développer la solidarité des luttes.

● POUR BARRER LA ROUTE AUX AGENTS DU POUVOIR : refuser de se prêter à la farce électorale, dénoncer les abus, faire circuler les informations, réagir contre la répression.

● POUR PREPARER L'ALGERIE DE DEMAIN : se transformer idéologiquement, reconnaître ses amis et ses ennemis, accepter le dialogue, faire preuve de tolérance, taire les divergences secondaires, se sentir responsable du devenir du pays, unir les forces du peuple.

Le P.R.S., pour sa part, fidèle à ses engagements continuera d'œuvrer dans ce sens jusqu'à la victoire totale.

A bas le despotisme ! A bas le terrorisme politique !
A bas la répression !

Vive la lutte des classes ! Vive la démocratie !

VIVE LE SOCIALISME !

ما العمل يوم التصويت؟

- لنرفض الأساليب الدكتاتورية
- لتأكد إرادتنا لـ تغيير مجتمعنا

لا نشارك

- إذا بعض التهديدات تحتم علينا
نشارك ، فننقوت: لا
 - وإلا نكتب "لا" على الورقة
الموجودة
-

حزب الثورة الاشتراكية

في سبيل الديمقراتية
في سبيل الاشتراكية



لـانتخابات المزيفة
لميشاق بومدين

